



Toulouse, Octobre 2026

RÉORGANISATION
DES SITES

DENSIFICATION ET RÉDUCTION D'ESPACE AU MENU !

A notre demande, la Direction a communiqué une version dite « de travail » de son plan de modernisation des sites de Toulouse (Palays, Astrolabe, Canal) en CSE-E le 24 septembre et l'a présentée sous un jour très attrayant : thé et café gratuits, terrasses aménagées, baby-foot, Mölkky et casques antibruit...

Mais derrière ces "Quick Wins" de convivialité se cache en réalité une réduction drastique des surfaces immobilières et une densification massive des espaces de travail !

GENESE

L'accord de compétitivité signé en 2025 par la CFDT et la CFE-CGC nous a non seulement valu un quasi 0 pointé en augmentation salariale et la réduction des compensations lors des déplacements professionnels mais il a aussi prévu un projet d'optimisation des m² à discuter entre la Direction et les deux signataires. Devant le silence assourdissant sur ce projet, dont vous constatez pourtant déjà les effets délétères, nous avons demandé et obtenu une présentation dont voici les éléments principaux ainsi que nos remarques.

CE QUE PRÉVOIT LE PLAN IMMOBILIER DE LA DIRECTION

Pour optimiser l'empreinte immobilière, la Direction :

- Enchaîne les fermetures, destructions et abandons de baux sur les bâtiments annexes et modulaires.
- Redimensionne le site par la destruction actée du bâtiment Z, l'hibernation partielle du bâtiment L (étages R+4 et R+5), et la sous-location de 90 % du bâtiment W à la NewDiv (non Bromo).
- Regroupe et réalloue en reconfigurant complètement des équipes et des fonctions supports pour donner une « prétendue » identité à chaque bâtiment.
- Poursuit et renforce sa politique de sous-traitance en regroupant et isolant les prestataires extérieurs dans des modulaires dédiés.

UN IMPACT DIRECT SUR VOS CONDITIONS DE TRAVAIL

Si la Direction affiche la volonté de maintenir un espace de travail par employé, et donc la fin du flexoffice (pas des open-space !) pourtant présentée il y a peu comme une brillante évolution, la perte de tant de mètres carrés va entraîner une forte densification, de la surcharge, des nuisances sonores et de la fatigabilité : passages à 2 ou 3 personnes dans les petits bureaux, et jusqu'à 6 à 8 personnes dans des espaces prévus initialement pour 4. Le bruit et les perturbations vont exploser (ce qui explique la distribution prévue de casques antibruit !). La confidentialité sera mise à mal : les managers de proximité devront réserver systématiquement une salle de réunion pour le moindre échange ou rencontre confidentiel.

C'est une fausse économie : Le temps perdu chaque jour à cause des irritants et du manque de silence pourtant nécessaire à la concentration ne seront pas compensés par un casque...mais plutôt par la nécessité du télétravail...Désormais le désengagement et la perte d'efficacité ne se rattrapent plus, ce sont ainsi des milliers d'heures qui seront jetées aux fenêtres pour la société, équivalent à des millions d'euros par an.

VENDRE DES M² EST UN CHOIX STRATEGIQUE PERDANT QUI DEMOTIVE LES EQUIPES

L'UNSA EXIGE UN VRAI DIALOGUE, AVEC HONNETETE, TRANSPARENCE ET GARANTIES !

L'UNSA ne s'oppose pas aux améliorations du cadre de vie (bornes électriques, parkings vélo, espaces de pause) ni à la rationalisation des m² quand elle est nécessaire, mais la qualité de vie au travail et la santé des salariés ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel des « attractions » ni de l'économie immobilière.

L'UNSA revendique des garanties précises sur les ratios de surface et le nombre d'occupants par bureau, la préservation d'espaces au calme permettant la discrétion, de la concentration, la confidentialité des échanges avec des bureaux individuels pour les managers de proximité, et enfin une réelle concertation avec les équipes et leurs représentants avant toute décision de déménagement. Restons vigilants et mobilisés pour défendre nos conditions de travail !

POUR UN SYNDICALISME EFFICACE, TRANSPARENT ET AUTONOME

VOTRE VOIX, C'EST L'UNSA

Financial Times, 25 septembre 2026

Airbus propose des cessions pour sécuriser le soutien bruxellois à la fusion spatiale

Le groupe aérospatial européen Airbus discute de la vente de certains actifs pour apaiser les craintes de concurrence liées à son projet de fusion spatiale avec Leonardo et Thales.

Le projet de fusion, baptisé Bromo, intervient alors que l'Europe cherche à rivaliser avec des concurrents mondiaux tels que SpaceX d'Elon Musk dans la course au développement rapide des capacités satellitaires et spatiales. La souveraineté spatiale européenne est devenue un enjeu politique à mesure que la région a pris du retard sur les États-Unis et la Chine dans ce secteur.

Airbus a proposé la vente de certains de ses actifs, car les trois entreprises européennes ont des discussions intensives avec les responsables antitrust de l'UE pour négocier des solutions potentielles afin d'obtenir l'approbation de la fusion, selon trois personnes familières avec les discussions.

Les discussions ont également porté sur les équilibres géographiques et les avantages à long terme de l'accord. Aucun paquet final n'a été convenu et l'objet des négociations pourrait changer avant que l'opération ne soit officiellement soumise à la Commission européenne dans le courant de l'année.

L'accord, conclu en octobre de l'année dernière, combinerait des activités allant de la fabrication par satellite aux systèmes et services spatiaux. Elle a suscité de vives critiques de la part d'autres acteurs européens, dont l'allemand OHB et l'espagnol Indra Space, qui craignent que l'opération ne réduise la concurrence sur le marché européen des satellites.

La joint-venture est largement considérée comme un cas d'essai pour les nouvelles directives du bloc en matière de fusions, qui ouvrent la porte à de plus grandes fusions d'entreprises afin de se développer et de rivaliser avec des rivaux chinois et américains. Elle est également considérée comme une initiative clé pour s'attaquer à la fragmentation des industries européennes de la défense et de l'espace, alors que le bloc se réarme à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et de l'attitude imprudente de l'administration Trump à l'égard de l'OTAN.

Sash Tusa, analyste chez Agency Partners, a déclaré que les principaux chevauchements entre les activités spatiales des trois entreprises se situaient en France. Les installations « salles blanches » d'Airbus à Toulouse – espaces stériles où sont construits les satellites et autres composants spatiaux – « se superposent complètement » à celles de Cannes détenues par Thales Alenia Space, la joint-venture entre Thales et Leonardo. Cependant, « le désinvestir permettrait à un concurrent d'entrer très facilement et probablement à bas prix », a déclaré Tusa.

Lors d'une rare intervention publique avant un examen formel des pratiques anticoncurrentielles, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a explicitement fait référence à l'entreprise commune dans le secteur spatial au début du mois, affirmant que « ce sont les types de champions industriels dont nous avons besoin si l'Europe veut être leader dans l'économie spatiale de demain ».

Toutefois, Teresa Ribera, responsable de la concurrence dans l'UE, a averti que les nouvelles lignes directrices sur les concentrations ne constituaient pas un chèque en blanc pour la consolidation. Elle a également déclaré que le commentaire de von der Leyen sur la fusion de Bromo ne signifiait pas que « nous n'allons pas appliquer et faire appliquer notre propre réglementation ».

Dans une interview accordée au Financial Times sur Bromo, le commissaire européen chargé de l'espace, Andrius Kubilius, a déclaré : « La question est peut-être davantage de savoir si nous sommes en faveur de la consolidation des industries de la défense et de l'espace ? Et je peux dire ouvertement : oui, je suis pour » La Commission et Airbus ont toutes deux refusés de commenter les négociations de Bromo en vue de remédier à la situation.

VOTRE VOIX, C'EST L'UNSA